

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Autriche et Slovénie

Une publication du SE de Vienne  
n°17 – octobre-novembre 2023

## Autriche

Le chiffre du mois à  
retenir

**386,1 Mrd EUR**

La dette publique autrichienne prévue en  
2024 (+19,9 %)

### Zoom sur...

Le « Klimaticket » qui consiste en une carte d'abonnement qui permet d'utiliser de façon illimitée, pendant un an, tous les services de transports en commun dans une zone spécifique (régionale, interrégionale ou nationale) a été mis en place en octobre 2021. Le ticket national coûte 1 095 EUR par an (soit 3 EUR par jour). Actuellement, 262 000 tickets sont en circulation. A partir de 2024, les personnes atteignant l'âge de 18 ans auront droit à un ticket gratuit pour un an (à utiliser dans les trois ans à venir jusqu'à l'âge de 21 ans). Cette mesure coûtera 120 M EUR, 88 900 personnes étant actuellement âgées de 17 ans en Autriche. Ont également droit à un ticket gratuit les personnes effectuant leur service militaire ou civil obligatoire et les élèves policiers.

## Activités macroéconomiques & financières

### Prévisions et indicateurs

Après les prévisionnistes nationaux et la Commission européenne, l'OCDE vient de confirmer dans ses dernières prévisions la contraction du PIB cette année, alors que les T1 et T2 ont affiché une récession technique. Selon l'organisation économique internationale, le PIB reculerait en 2023 de 0,4 % (CE = -0,5 % ; AT = -0,8 %) puis repartirait modérément à la hausse, de +0,6 % en 2024 pour afficher une croissance de 1,5 % en 2025. La forte inflation que connaît l'Autriche (IPCH = +7,7% en 2023, +3,9% en 2024 et +2,5% en 2025) affecte en 2023 la consommation tandis que la hausse des taux directeurs freine l'investissement. Pour 2024 et 2025, la croissance serait principalement soutenue par la consommation privée, grâce aux hausses salariales remarquables consenties en cette fin d'année.

Résilient, le marché de l'emploi reste en 2023 bien orienté malgré le recul de l'activité. Les prévisionnistes s'attendent tout de même à une légère hausse du chômage (5,1 % en 2023 puis

5,5 % en 2024, revenant à 5,4 % en 2025) en raison de l'augmentation soutenue de l'offre de main d'œuvre.

L'OCDE recommande à l'Autriche de mettre en œuvre des réformes structurelles afin d'assurer la soutenabilité du système de pension en couplant l'âge de départ à la retraite à l'espérance de vie et en incitant les seniors à travailler plus longtemps, de mieux profiter du potentiel des femmes sur le marché du travail en développant les structures d'accueil de la petite enfance, et de réduire le coin fiscal.

Selon l'institut national de la statistique *Statistik Austria*, après le recul observé ces derniers mois, l'inflation en novembre est restée sur un palier haut, plus élevée que la moyenne de la zone euro et les grandes économies de la zone. L'indice harmonisé des prix à la consommation s'établirait selon les premières estimations à +4,9 % en glissement annuel (FR : 3,8 % ; DE : 2,3 % ; ES : 3,2 % ; IT : 0,7 % ; zone EUR : 2,4 %). L'Autriche se range ainsi à la 3<sup>ème</sup> place des Etats-membres, derrière la Slovaquie (+6,9 %) et la Croatie (+5,5 %).

## Finances

Le ministre des Finances, Magnus Brunner (ÖVP), a présenté le 18 octobre 2023 le projet de loi de finances pour 2024. Le 23 novembre, la loi a été adoptée par le Parlement. Elle chiffre à 2,7 % le déficit public en 2024 (comme en 2023). La dette publique en pourcent du PIB resterait également inchangée à 76,4 %. Le Haut conseil des finances publiques (*Fiskalrat*), chargé de veiller au réalisme des prévisions de finances publiques, est plus optimiste : il chiffre à respectivement 2,5 % et 2,3 % le déficit public pour 2023 et 2024, et à respectivement 76,4 % et 75,4 % la dette publique. En revanche, le *Fiskalrat* met en garde contre des dépenses supplémentaires de la part de l'Etat fédéral et des Länder. Pour 2024, le ministère des finances (BMF) prévoit des dépenses à hauteur de 123,5 Mrd EUR contre 115,2 Mrd EUR en 2023 et des recettes à hauteur de 102,6 Mrd EUR contre 98,1 Mrd EUR en 2023.

La Commission européenne, qui a évalué la cohérence des projets de plans budgétaires (PPB) pour 2024 par rapport aux recommandations du Conseil de juillet 2023, recommande à l'Autriche de profiter de l'extinction des aides énergétiques pour baisser le déficit public. Elle est d'avis que le projet de budget 2024 n'est pas totalement conforme aux recommandations du Conseil.

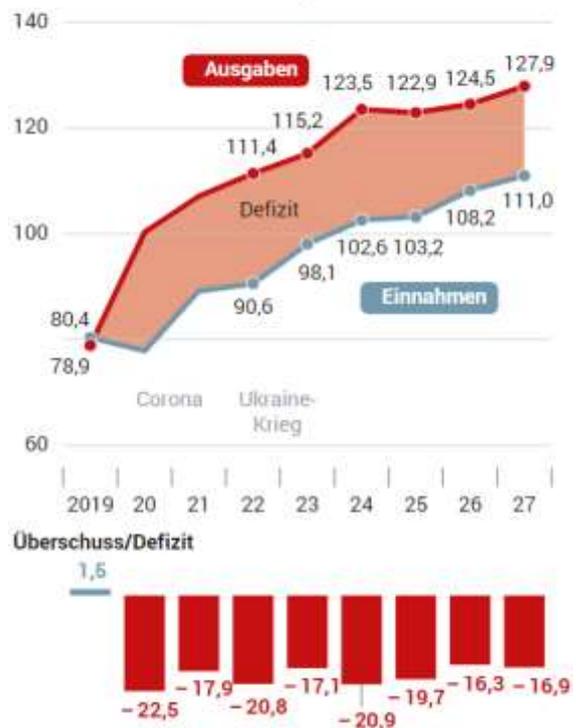
### Budget im Überblick

Prognose 2023/24	2022	2023	2024
Saldo Ausgaben/ Einnahmen in Euro	- 20,8 Mrd.	- 17,1 Mrd.	- 20,9 Mrd.
Gesamtstaatliches Defizit in % des BIP	- 3,5	- 2,7	- 2,7
Öffentliche Schulden in % des BIP	78,4	76,4	76,4

Grafik: © APA, Quelle: BMF

### Budget des Bundes bis 2027

in Milliarden Euro, ab 2023 Prognose



Grafik: © APA, Quelle: BMF

# Echanges

## Les investissements directs étrangers ont perdu leur élan

Après l'année record de 2021, les investissements directs étrangers (IDE) en Autriche et les investissements directs autrichiens à l'étranger ont perdu leur élan en 2022 : certes, les stocks sortants de l'Autriche ont atteint 238 Mrd EUR (soit 53 % du PIB) tandis que les stocks entrants ont augmenté à 193 Mrd EUR (43 % du PIB), soit respectivement 14,5 et 8 Mrd EUR de plus. Toutefois, cette augmentation s'explique notamment par des effets de change et de réévaluation des actifs ainsi que par des prêts intra-groupes, tandis que les transactions en capital propre se limitent à 2,9 Mrd EUR pour les IDE sortants et sont négatives pour les IDE entrants (-0,9 Mrd EUR). Selon Statistik Austria, le nombre d'entreprises étrangères présentes en Autriche s'élève à 11 800, employant 653 500 personnes pour un chiffre d'affaires de 285 Mrd EUR. Le nombre d'entreprises autrichiennes présentes à l'étranger est de 7 200, avec 1,3 million d'employés et un CA de 508 Mrd EUR.

## Politique économique et sociale

### Emploi : durcissement du climat social sur fond de grèves

Après que le gouvernement a acté l'indexation des pensions et retraites sur l'inflation (+9,7 % dès janvier 2024), les syndicats de l'industrie métallurgique ne pouvaient réclamer une revalorisation salariale inférieure pour les quelque 137 000 salariés du secteur. La principale revendication des syndicats (+11,6 %), déposée le 25 septembre, s'est heurtée à la première contre-proposition du patronat qui proposait une hausse de 2,5 %, couplée à un versement unique défiscalisé de 1 050 EUR, arguant que la compensation de la hausse des prix était déjà assurée par les mesures adoptées par le gouvernement (indexation des barèmes fiscaux, des prestations sociales, etc.). Finalement c'est après 8 séances de négociations et des grèves à portée limitée qu'un accord provisoire a été trouvé : les salaires du secteur seront revalorisés de 8,6 % en moyenne avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> novembre 2023 (10 % jusqu'à 4 200 EUR bruts mensuels), la hausse sera plafonnée à 400 EUR mensuels, avec la possibilité pour les entreprises menacées financièrement par une telle hausse d'en transformer une partie en temps libre. Une nouveauté : l'accord a été conclu pour les deux prochaines années. En 2025, les salariés recevront une hausse correspondant à l'inflation moyenne majorée de 1 %.

Depuis le 17 octobre, les représentants des salariés des métiers du social tentent de trouver un compromis avec les employeurs quant à la revalorisation 2023. Alors que ces derniers-ci ont proposé une augmentation de +8,8 %, les syndicats restent sur leurs revendications initiales qui portaient sur une hausse de 15 %, soit au minimum 400 EUR. Le secteur emploie environ 130 000 salariés, dont 70 % travaillent à temps partiel et 70 % sont des femmes, notamment dans les services d'aide à domicile. Finalement, un accord a été trouvé le 28 novembre, prévoyant une hausse des salaires, primes et indemnités de 9,2 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier.

Dans le commerce de détail qui emploie quelque 430 000 salariés et forme plus de 15 000 apprentis, la troisième séance de négociations qui s'est tenue le 16 novembre s'est également soldée par un échec : alors que le syndicat représentatif réclame une hausse de 11 % et une réduction progressive du temps de travail, les représentants des employeurs ont proposé une augmentation de 5 %. Une révision à la baisse de la demande du syndicat (+9,5 % + 40 EUR) n'a pas pu convaincre les employeurs. Les premiers débrayages ont débuté jeudi matin dans certaines filiales de la distribution. Toutefois, le secteur pourrait parvenir relativement rapidement à un accord, alors que l'activité des fêtes de fin d'année reste capitale pour le CA de ce secteur.

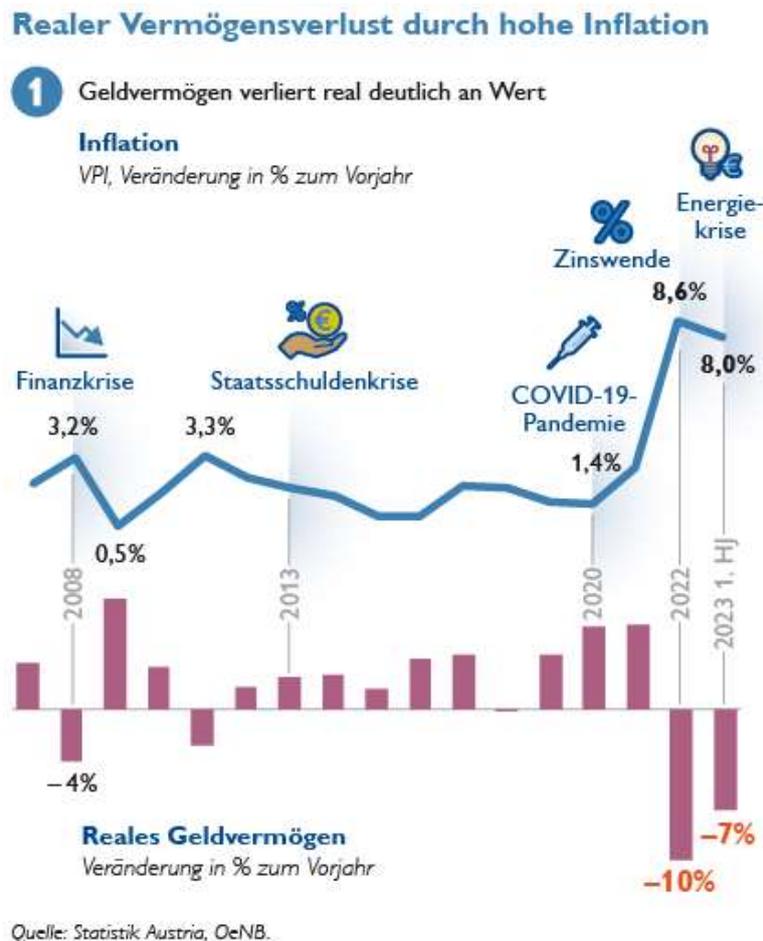
A la surprise générale, le vice-chancelier Werner Kogler (Les Verts) est compétent pour la Fonction publique accordait après 3 séances de négociation une revalorisation de 9,15 % en moyenne (9,71 % pour le bas de la grille) ou au moins 192 EUR. Les primes et indemnités augmenteront également de 9,15 %. Ces mesures concerneront directement près de 228 000 agents de la fonction publique d'Etat ainsi que les quelque 317 000 agents des collectivités territoriales. Les Verts contribuent ainsi à faire pression sur le patronat qui semble, du moins pour l'industrie des métaux, disposé à faire face aux grèves, compte tenu que ce secteur a dû réduire son activité en raison de la crise énergétique, de l'inflation et d'une croissance en berne.

# Veille sectorielle

## Secteur financier

En raison de l'inflation, les ménages ont subi des pertes de richesse

Selon la banque centrale, l'OeNB, la forte inflation et les faibles rendements des produits d'épargne ont entraîné une perte de richesse réelle pour les ménages en 2022. Cette tendance s'est poursuivie au premier semestre 2023. Après avoir chuté à 822 Mrd EUR en 2022 (844 Mrd EUR en 2021), le patrimoine financier en termes nominaux a légèrement augmenté au premier semestre 2023 pour atteindre 838 Mrd EUR. Toutefois, en termes réels - c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation -, le patrimoine financier des ménages a enregistré une baisse de 10 % en 2022. Au premier semestre 2023, la perte de valeur réelle était de 7 %.



## Industrie

Sandoz a lancé sa nouvelle unité de production de pénicilline au Tyrol

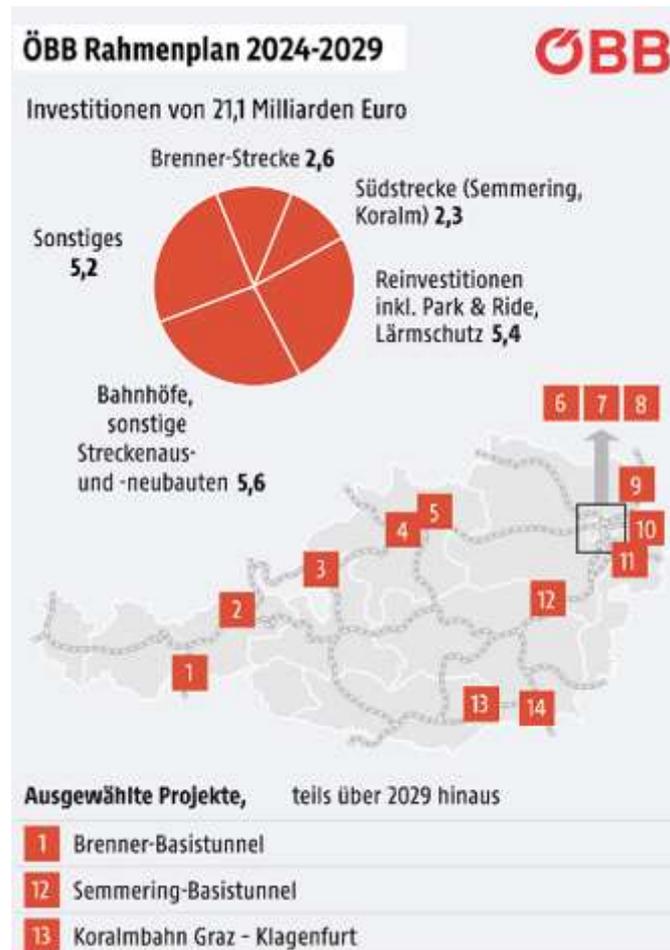
Après avoir annoncé en mai 2021 vouloir investir plus de 100 M EUR dans la production d'antibiotiques oraux à Kundl (Tyrol), le leader mondial des médicaments génériques et biosimilaires Sandoz a lancé en novembre 2023 sa nouvelle unité de production de pénicilline. Subventionné à hauteur de 45 M EUR par l'Etat et de 5 M EUR par le Tyrol, l'investissement s'élève au total à 150 M EUR et a permis la création de 60 emplois supplémentaires. Ainsi, Kundl reste le seul site de production de pénicilline entièrement intégré en Europe.

## Transports

21,1 Mrd EUR en faveur des infrastructures ferroviaires entre 2024 et 2029

Le plan-cadre de financement des infrastructures ferroviaires, révisé chaque année pour une période de six ans, porte sur 21,1 Mrd EUR pour la période 2024-2029 (soit 2,1 Mrd EUR de plus que pour la période 2023-2028). Sont notamment prévus la rénovation de gares et l'aménagement de lignes (5,6 Mrd EUR) ainsi que des investissements dans les parcs relais et des protections anti-bruit (5,4 Mrd EUR). Les investissements consacrés pendant cette période à la construction du tunnel de base du Brenner et de celui du Semmering (et du tunnel de Koralm)

s'élèveront à respectivement 2,4 Mrd EUR et 2,3 Mrd EUR. Par ailleurs, la Commission européenne a décidé le 16 novembre d'ouvrir une procédure d'infraction en adressant une lettre de mise en demeure à l'Autriche pour défaut de transposition correcte du droit de l'Union relatif à l'espace ferroviaire unique européen. La Commission considère notamment que le droit autrichien semble restreindre la portée des fonctions de gestion de l'infrastructure qui peuvent être partagées entre différents gestionnaires de l'infrastructure. L'Autriche dispose à présent d'un délai de deux mois pour répondre aux arguments avancés par la Commission.



Source : ORF/APA

### Westbahn desservira Bregenz à partir de décembre 2023

L'opérateur ferroviaire privé Westbahn, détenu à 17,4 % par la SNCF et qui offre actuellement ses services entre Vienne et Munich ainsi qu'entre Vienne et Innsbruck en passant par Salzbourg, proposera à partir du 10 décembre une liaison quotidienne entre Vienne et Bregenz (capital du Vorarlberg à l'ouest de l'Autriche). Le train partira de Bregenz à 05h10 et arrivera à la gare de l'ouest de Vienne à 12h52. Il quittera la gare de l'ouest de Vienne à 15h08 et arrivera à Bregenz à 22h47.

## Energie et environnement

### La consommation énergétique a été en baisse de 5 % en 2022

Selon le bilan énergétique établi par Statistik Austria, la consommation énergétique a reculé en 2022 de 5 % pour atteindre 1 066 pétajoules (PJ) dont 302 PJ pour le transport routier (-5 %), 278 PJ pour les ménages (-15 %) et 106 PJ pour les services (-3 %). Ce recul s'explique notamment par les douces températures en hiver et la forte augmentation des prix de l'énergie. En revanche, la consommation énergétique de l'industrie a progressé de 1 % pour atteindre 319 PJ. La plus forte augmentation est cependant à observer pour le transport aérien (+50 % à 26 PJ). La part des énergies renouvelables (EnR) dans la consommation énergétique en 2022 s'élève à 17 % (36 % pour les produits pétroliers et 17 % pour le gaz).

## Tourisme

### Le budget 2024 consacré au tourisme réduit de près de moitié

Après 110 M EUR en 2023, la secrétaire d'Etat pour le Tourisme, Mme Susanne Kraus-Winkler, annonce pour 2024 un budget en faveur du tourisme en recul de 43 % pour atteindre 62 M EUR dont 21 M EUR de subventions à destination des petites structures touristiques. Ce recul

s'explique par la fin au 30 juin 2023 des aides covid pour les organisateurs d'événementiel (44 M EUR). Hors aides covid, le budget en faveur du tourisme resterait inchangé. Le secteur du tourisme qui emploie 215 000 personnes en Autriche a enregistré 350 faillites au premier semestre 2023 soit 13 % du total des faillites.

## Télécommunications

### L'investissement dans le déploiement du haut débit continue

Actuellement, près de 2,8 millions de foyers autrichiens, soit 69 % d'entre eux, disposent d'une connexion Internet à haut débit. Pour 2024, le ministre des Finances annonce des investissements à hauteur de 375 M EUR dans le déploiement de ce haut débit. L'objectif est de donner à tous les foyers autrichiens accès à l'Internet à haut débit d'ici 2030.

## Agriculture

### Grippe aviaire : l'Autriche passe au niveau « Risque élevé »

Face à la propagation du virus de la grippe aviaire en Europe, alors que des élevages sont touchés dans 5 Etats membres de l'Union européenne et que les Pays-Bas ont décidé, entre autres, de confiner les élevages après l'abattage de quelque 65 000 poules pondeuses, l'agence autrichienne de la santé et de la sécurité alimentaire (AGES) a décidé de relever le niveau d'alerte à « risque élevé », incitant les éleveurs et propriétaires de volailles à déclarer les cas suspects et à prendre toutes les mesures de sauvegarde nécessaires. Actuellement, en Autriche, le virus n'a été décelé que dans des cadavres d'oiseaux sauvages.

### Nutriscore : le discounter Lidl, 4<sup>ème</sup> enseigne de la grande distribution en Autriche, réclame l'introduction du Nutri-score

Argumentant que, en Autriche, un adulte sur deux présente une surcharge pondérale, le discounter allemand *Lidl*, présent dans le pays depuis 25 ans, employant près de 6 000 personnes dans 250 filiales et ayant enregistré en 2022 un CA de 1,6 Mrd EUR, exige du gouvernement autrichien de prendre les dispositions légales nécessaires pour une introduction du Nutri-score dans la distribution alimentaire. Cela répondrait selon le discounter à une demande du consommateur. Cette demande se heurte au refus catégorique du n°1 de distribution alimentaire, *Spar Österreich* (36,3 % de parts de marché ; CA 2022 = 18,6 Mrd EUR ; 91 000 salariés) qui relève que le système Nutri-score, bien que créé en France en 2017 et depuis introduit en Allemagne, Espagne, Suisse et au Benelux, fait l'objet de nombreuses critiques dans ces pays. Son introduction en Autriche ne ferait qu'embrouiller le consommateur et ne favoriserait pas un choix éclairé.

### Gestion de l'eau : des investissements à hauteur de 143 M EUR dans l'infrastructure

Afin de garantir l'approvisionnement en eau potable de la population, le ministère de l'Agriculture, compétent pour la gestion de l'eau, a décidé de subventionner quelque 1 200 projets dans l'infrastructure de gestion des eaux pour un montant de 143 M EUR et compte ainsi, grâce à l'effet de levier, obtenir un investissement total de 466 M EUR, garantissant à l'occasion la pérennité de 7 800 emplois dans les régions. Des 143 M EUR investis, 57 concerneront l'approvisionnement en eau potable et la collecte des eaux usées ; 59 seront dédiés à la protection contre les crues et 27 iront à la gestion écologique des cours d'eau.

Jusqu'à présent, l'Autriche n'a pas été touchée par des pénuries notables d'eau potable touchant les communes et l'approvisionnement n'a, malgré les épisodes de sécheresse des derniers étés et le stress hydrique qui en a découlé, jamais été menacé. En revanche, l'Autriche a été touchée cet été par des inondations dans le sud comme en Carinthie, limitrophe de la Slovénie, ou en Styrie, en lien avec le changement climatique. Le souvenir des inondations de 2002 qui avaient provoqué en Autriche des sinistres à hauteur de 3 Mrd EUR reste présent dans les esprits et motive les pouvoirs publics à renforcer les moyens de protection.

## Relations bilatérales

La France est le 9<sup>ème</sup> investisseur en Autriche

Sur fond d'un ralentissement généralisé des investissements directs étrangers (IDE), le stock des IDE français en Autriche s'est établi en 2022 à 4,3 Mrd EUR en hausse de 200 M EUR. Dans les statistiques de la banque centrale autrichienne, l'OeNB, la France avance d'une place pour devenir le 9<sup>ème</sup> investisseur en Autriche. L'institut national de la statistique *Statistik Austria* chiffre à 283 le nombre de filiales d'entreprises françaises présentes en Autriche, employant 25 323 personnes pour un chiffre d'affaires de 7,9 Mrd EUR. Les entreprises françaises représentent 2,4 % des entreprises étrangères en Autriche (6<sup>ème</sup> place) et sont au 6<sup>ème</sup> rang en termes d'emplois. En sens inverse, le stock des investissements directs autrichiens en France a atteint 2,3 Mrd EUR en 2022. *Statistik Austria* chiffre à 180 le nombre d'entreprises autrichiennes présentes en France, employant 13 391 personnes et dégagant un CA de 6 Mrd EUR. Les entreprises autrichiennes en France représentent 2,5 % des entreprises autrichiennes à l'étranger.

## Principaux indicateurs économiques de l'Autriche

nov-23

	Prévisionnistes internationaux									Prévisionnistes nationaux							
	OCDE			FMI		Commission européenne			OeNB			Wifo		IHS			
	novembre 2023			octobre 2023		novembre 2023			juin 2023			juin 2023		juin 2023			
	2022	2023	2024	2025	2023	2024	2023	2024	2025	2023	2024	2025		2023	2024	2023	2024
<b>Principaux indicateurs</b>																	
<b>Evolution annuelle en %</b>																	
PIB en volume	+4,8	-0,4	+0,6	+1,5	+0,1	+0,8	-0,5	+1,0	+1,3	+0,5	+1,7	+1,6		-0,8	+1,2	-0,4	+0,9
Consommation privée (en volume)	+5,7	+0,1	+1,6	+1,9			-0,3	+1,1	+1,5	-0,2	+2,3	+1,6		+0,8	+1,8	+0,2	+1,5
Formation brute de capital fixe (en volume)	+0,1	-2,2	-1,4	+0,8			+2,7	+0,1	+0,9	+0,4	+0,6	+1,4		-0,5	-0,5	-1,7	-1,8
Exportations B&S (en volume)	+11,2	+1,9	+2,8	+2,8	+3,6	+3,1	+0,6	+2,6	+3,2	+2,9	+2,7	+3,0		+1,6	+2,6	+1,0	+2,1
Importations B&S (en volume)	+7,9	-0,9	+3,5	+2,7	+3,5	+3,1	-0,5	+2,3	+3,0	+2,7	+2,2	+2,6		+0,6	+2,7	+0,5	+1,4
Productivité (1)	+2,0	+1,0	+1,0				-1,1	+0,4	+0,6	-0,3	+0,7	+0,7		-1,3	+0,7	-1,5	+0,4
Inflation (IPCH)	+8,6	+7,7	+3,9	+2,5	+7,8	+3,7	+7,7	+4,1	+3,0	+7,4	+4,1	+2,9		+7,5	+3,7	+7,8	+4,2
Emploi salarié (2)	+3,0				-0,1	+0,2	+0,6	+0,6	+0,7	+0,8	+1,0	+1,0		+1,0	+0,5	+1,1	+0,5
<b>en % de la population active (déf. eurostat)</b>																	
Taux de chômage	+4,8	+5,1	+5,5	+5,4	+5,1	+5,4	+5,3	+5,4	+5,3	+5,0	+4,8	+4,6		+5,2	+5,2	+5,2	+5,5
<b>en % du PIB nominal</b>																	
Balance courante	-0,3	+2,8	+2,1	+2,1	+0,1	+0,0	+0,8	+0,9	+1,2	+1,3	+1,9	+2,3		+1,5	+1,9		
Solde des finances publiques	-3,5	-2,6	-2,5	-2,5	-2,4	-2,0	-2,6	-2,4	-2,2	-2,6	-1,9	-1,9		-2,4	-1,6	-3,0	-1,9

Source: OCDE, FMI, Commission européenne

Source: OeNB, WIFO, IHS

(1) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.

(2) WIFO: Employment adjusted for persons on parental leave, in compulsory military training or undergoing training under a program of the Public Employment Service.

Dernière mise à jour le 30/11/2023

Dernière mise à jour le 06/10/2023

Le chiffre du mois à retenir

+4,5%

L'indice harmonisé des prix à la consommation en novembre 2023

## Zoom sur...

Au troisième trimestre, l'office slovène des statistiques a constaté une modération de l'activité économique. La croissance économique a été de 1,1 % au T3 2023 par rapport au T3 2022 et de 1,3 % de janvier à septembre 2023. Ce résultat s'explique par une baisse des importations (-12,1 % au T3 par rapport à la même période en 2022), des exportations (-9,2 %) et de la demande intérieure avec une diminution de la consommation des ménages de 0,8 %.

## Activités macroéconomiques & financières

### Prévisions et indicateurs

Le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la hausse ses prévisions de croissance du PIB de la Slovénie pour 2023 et 2024. Par rapport à ses prévisions de printemps, il a réhaussé la croissance attendue de 1,6 à 2 % pour 2023 et de 2,1 à 2,2 % pour 2024. Il estime que la Slovénie connaîtra une inflation moyenne de 7,4 % en 2023 puis de 4,2 % en 2024 contre 4,5 % lors de ses prévisions d'avril 2023.

La Commission européenne a modifié ses prévisions de mai, relevant la croissance de la Slovénie de 1,2 à 1,3 % pour 2023, mais baissant de 0,2 pp pour 2024, à 2 %. L'inflation s'élèverait à 7,5 % en 2023 avant de ralentir à 3,9 % en 2024 pour atteindre 2,4 % en 2025.

### Finances

Le PNRR révisé de la Slovénie a été adopté par le Conseil de l'UE en octobre 2023. La Slovénie est en pourparlers intensifs avec la Commission européenne s'agissant du traitement de ses dépenses budgétaires pour la reconstruction après les inondations, afin qu'elles soient considérées comme des dépenses uniques au moins jusqu'en août 2025 dans le cadre des règles budgétaires de l'UE. Le ministre slovène des Finances a déclaré que le déficit prévu, à 3,8 % du PIB en 2023, aurait été inférieur à 3 % si les mesures liées aux inondations n'avaient pas été prises.

### Echanges

Selon l'Office des statistiques, les exportations de la Slovénie ont chuté de 10,6 % (à 4,7 Mrd EUR) en glissement en septembre, alors que les importations ont augmenté de 6,7 % (à 5,4 Mrd EUR). Toutefois, l'excédent commercial s'est élevé à 1,14 Mrd EUR, contribuant à la croissance à hauteur de 2,4 points de pourcentage.

### Politique économique et sociale

Le gouvernement a annoncé une augmentation des retraites de 8,2 % en janvier 2024. La BCE l'a averti qu'une taxe temporaire sur le total des actifs des banques pour financer la reconstruction pourrait être préjudiciable au secteur bancaire et à l'économie. Toutefois, le bénéfice net des banques slovènes a continué de croître au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023, atteignant

713,7 M EUR depuis début 2023, soit une augmentation de 120 % par rapport à la même période de 2022, a déclaré la Banque de Slovénie.

## Veille sectorielle

### Industrie

La municipalité de Ljubljana a signé un accord avec les fournisseurs d'énergie *Energetika Ljubljana*, *Resalta* et *RES ERP* pour la mise en place de 51 installations solaires sur des bâtiments municipaux. Le contrat est évalué à environ 5 M EUR.

Le groupe sidérurgique SIJ a émis des obligations durables à trois ans pour une valeur nominale de 19 M EUR et un taux d'intérêt annuel de 7 %.

### Transports

L'aéroport de Maribor resterait géré par l'entreprise publique de conseil et de gestion DRI jusqu'à la fin de 2024. Le 17 octobre 2023, le ministère de l'Infrastructure, les chemins de fer slovènes et la municipalité de Nova Gorica ont signé un accord sur la rénovation de la gare ferroviaire de Nova Gorica. Le coût total du projet est estimé à 43 M EUR et les travaux seraient achevés en 2025.

### Energie et environnement

Le gouvernement réglera les prix de l'électricité pour les ménages en 2024, mais le plafond actuel ne s'appliquera qu'à 90 % de leur consommation (les 10 % restants seront facturés selon les prix du marché). Les prix du gaz seront plafonnés jusqu'au 30 avril 2024. Cela coûterait aux finances publiques entre 29 et 36 M EUR en 2024.

Le 2 octobre 2023, la commission slovéno-croate supervisant l'accord intergouvernemental sur la centrale nucléaire de Krško s'est réunie et a demandé la construction, d'ici 2028, de sites de stockage des déchets faiblement et moyennement radioactifs. La partie croate s'est dite intéressée pour co-investir dans le projet de deuxième réacteur à la centrale de Krško. Le ministère de l'Environnement, du climat et de l'énergie a présenté le 10 novembre 2023 a mis en ligne un projet de résolution sur l'utilisation pacifique à long terme de l'énergie nucléaire en Slovénie. Jusqu'au 22 décembre, le ministère acceptera des commentaires et des suggestions sur le projet « L'énergie nucléaire pour l'avenir de la Slovénie », publié sur le site Internet E-democracija. La résolution confirme que le deuxième réacteur de la centrale nucléaire de Krško sera d'une importance stratégique pour l'approvisionnement fiable en électricité et à long terme de la Slovénie et pour la transition vers une société à faible taux d'émission de carbone. Elle invite l'Assemblée nationale à soutenir la construction du nouveau réacteur en tant que projet d'importance nationale.

### Tourisme

L'Office des statistiques a annoncé une forte augmentation du nombre de visiteurs étrangers qui a fait grimper le nombre d'arrivées de touristes en Slovénie de 5,2 % pour atteindre 5,6 millions de touristes au cours des dix premiers mois de 2023.

### Agriculture

Le 24 octobre 2023, le Commissaire européen à l'agriculture a déclaré que la Commission européenne travaillait sur un paquet d'aide financière à la Slovénie pour faire face aux dégâts causés par les inondations dans l'agriculture. Une partie de la réserve agricole de 2024 sera prévue pour les agriculteurs touchés par les inondations en Slovénie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication :  
Rédaction :

Philippe Brunel, Service économique de Vienne  
SE de Vienne ([vienne@dgtresor.gouv.fr](mailto:vienne@dgtresor.gouv.fr))  
Antenne de Ljubljana ([ljubljana@dgtresor.gouv.fr](mailto:ljubljana@dgtresor.gouv.fr))

Date de fin de rédaction : 30/11/2023